

# FRÉDÉRIC DABI : PORTRAIT D'UN SONDOLOGUE CHIEN DE GARDE

Le 2 janvier, dans les studios de Sud Radio, le patron du célèbre institut de sondage IFOP Frédéric Dabi affirme avec une grande assurance : «Il n'y a quasiment aucun Français qui appelle au départ de Macron». Une analyse au doigt mouillé, puisque le sondologue explique lui même que l'IFOP refuse de poser à son panel la question de la démission de Macron parce que ça «pourrait être exploité dans le champ politique».

Manque de bol, le même jour, un autre institut de sondage, Odoxa, avait osé poser la question, et révélait que 61% des Français sont bien favorables à une démission d'Emmanuel Macron.

Ce chiffre n'a rien de nouveau. Le 5 décembre dernier, après la censure du gouvernement Barnier, l'institut Harris Interactive mesurait que la majorité des Français réclamait la démission du président de la République. Odoxa déjà, relevait à l'époque que 59% des sondés voulait le départ du chef de l'État. Un chiffre stable, massif, incontestable. Frédéric Dabi est donc un menteur et un manipulateur.

Plus grave, contrairement à ce qu'affirme ce sondologue, l'IFOP passe son temps à réaliser des sondages dont le seul objectif est d'être «exploités dans le champ politique». C'est sa raison même d'exister : servir le pouvoir.

Depuis au moins 2019, l'IFOP publie régulièrement des sondages mettant en scène un second tour entre Le Pen et Macron à la présidentielle, sans jamais mesurer la présence d'un autre candidat en finale des élections. C'est une façon grossière de conditionner l'opinion au fait qu'il n'y a qu'un seul choix, et aucune alternative à ce duel horrible.

En 2020, l'IFOP publiait un sondage sur l'interdiction des “crop top” pour les lycéennes. Il s'agit de tenues courtes montrant le nombril. Une étude sans aucun autre intérêt que d'être exploitée par les médias réactionnaires pour alimenter une polémique sexiste. En septembre 2023, l'IFOP s'intéressait à nouveau aux vêtements des adolescentes, avec un sondage sur les abayas, les robes longues considérées comme musulmanes. Ici, il s'agissait d'accompagner la dernière opération islamophobe du gouvernement qui interdisait le vêtement dans les lycées.

En mars 2023, l'IFOP faisait campagne pour la fin du RSA, en affirmant que le projet du gouvernement était approuvé par la majorité des français. Un sondage biaisé, puisque cette mesure n'a été ni vraiment débattue, ni présentée à la population de façon

honnête. L'IFOP déplorait «certaines poches de résistance» notamment «au sein des électorats de Jean-Luc Mélenchon et de Yannick Jadot» et «chez les plus pauvres».

L'IFOP a bien évidemment manipulé l'opinion dès le début de l'attaque israélienne sur Gaza, avec ce sondage paru en octobre 2023, expliquant que «Jean-Luc Mélenchon apparaît comme la personnalité politique qui suscite le moins de confiance pour lutter contre l'antisémitisme». Un élément de langage diffamatoire, utilisé jusqu'à écœurement depuis plus d'un an.

Ce genre de sondage est performatif : à force de répéter que la France Insoumise serait «antisémite», sans jamais rappeler que c'est bien le RN qui a été fondé par des nazis, cette idée infuse dans l'opinion. Les sondeurs ont ensuite beau jeu de dire que leur idéologie est confirmée. Un propos mensonger s'impose ainsi comme une vérité validée par des enquêtes. C'est un cas typique de manipulation de l'opinion.

Mais qui est Frédéric Dabi ?

Frédéric Dabi, 55 ans, est directeur général de l'institut de sondage l'Ifop depuis 2011. En mai 2018, il participe à un forum intitulé «J'aime Israël» à Paris, aux côtés de Bernard-Henri Lévy, pour «parler de leur Israël [et] de leurs souvenirs [et] espoirs». Un sondologue pas du tout engagé. Il intervient d'ailleurs régulièrement sur la chaîne d'extrême droite Cnews, mais aussi sur les chaînes communautaires Radio J ou encore I24, qui diffusent des propos ouvertement génocidaires depuis des mois.

Frédéric Dabi était invité sur France Inter le 1er janvier, et il saluait le discours de Macron : «C'est extrêmement rare. C'est un vrai mea culpa». Avec une telle admiration pour le Président, il n'est pas étonnant qu'il refuse de sonder son impopularité.

Dans un portrait publiée en 2023, le journal L'Opinion expliquait que «Frédéric Dabi carbure à une dizaine de passages télés ou radios par semaine». Plus intéressant, l'article racontait qu'il allait «mettre le nez dans les enquêtes d'opinion de l'Ifop, dont il assure lui-même le redressement, une méthode consistant à modifier les résultats bruts du sondage pour mieux prendre en compte tous les critères». «Redressement», «modification»... Voyons comment Frédéric Dabi «améliore» les sondages de son institut. En février 2022, il expliquait à la télévision que Mélenchon aurait du mal à dépasser 13%, mais que le RN allait cartonner. C'était dans la dernière ligne droite de la présidentielle.

Voici un sondage diffusé par son institut à l'époque : Macron à 25%, Zemmour à 16%, Le Pen à 15,5%, suivie de Péresse à 14,5%, et enfin Mélenchon mesuré à seulement 11,5%. On le sait, Mélenchon a fait deux fois plus, Zemmour deux fois moins, et Péresse trois

fois moins. Le «redressement» vu par Frédéric Dabi consiste à doubler les scores des fascistes et diviser de moitié ceux de la France Insoumise, pour décourager l'électorat de gauche et faire monter artificiellement l'extrême-droite.

En 2012 déjà, IFOP annonçait Sarkozy réélu devant François Hollande, une erreur de plus. Frédéric Dabi se trompe avec une régularité admirable depuis une décennie, il reste pourtant omniprésent.

C'est une logique criminelle, surtout quand on sait que les médias justifient la surreprésentation de la droite sur les plateaux en se basant sur les sondages. Tout ça s'auto-alimente.

Dans le même registre, un autre institut de sondage annonçait en février dernier que Gabriel Attal était devenu, deux semaines après sa nomination comme Premier Ministre, «la personnalité politique préférée des Français» avec 44% de soutien. Une bulle artificielle qui a éclaté en un clin d'œil, mais qui montre à quel point les sondologues fabriquent et font monter certaines personnalités.

Ce sont les mêmes qui répètent, par exemple, que Fabien Roussel ou Bernard Cazeneuve seraient les personnalités «de gauche» les plus populaires. Ces institut font eux même les castings des candidats, manipulent les élections, et quand le résultat ne convient pas, ils plébiscitent encore le pouvoir en place.

Par exemple, après les élections de l'été dernier, qui ont vu le Front Populaire arriver en tête, BFM avait titré : «Nouveau Premier ministre : 4 Français sur 10 souhaitent voir Attal à Matignon». Notez la tournure de la phrase : le résultat n'est pas exprimé en pourcentage, mais «sur 10», ce qui simplifie et renforce le résultat. Ceux qui rejettent Attal ne sont pas évoqués. Moralité : Macron a raison de ne pas tenir compte de la victoire de la gauche.

Quelques semaines plus tard, la même chaîne publiait ce titre : «Pour 58% des Français, Macron ne doit pas nommer Lucie Castets à Matignon». Ici, c'était exprimé en pourcentage et, surtout, BFM mettait en avant ceux qui rejettent la personnalité désignée par le Front Populaire plutôt que ceux qui la soutiennent.

Comprendre : les français rejettent une Première Ministre de gauche. Pourtant, les résultats étaient rigoureusement identiques : les deux personnalités recueillaient exactement 41% de soutien dans un cas comme dans l'autre.

Et les exemples du même type se comptent par dizaines. Nous sommes abreuvés en continu de ce genre de petits arrangements avec la vérité, de la part d'un minuscule clan de sondeurs patentés. Pour finir, évoquons une dernière enquête. En 2019, un institut de sondage avait réalisé la même enquête dans plusieurs pays européens sur des milliers de personnes, et donnait un aperçu de

la colère qui couve en France. Selon cette étude, quasiment 40% de la population française attendait une révolution. Un record. Et, surtout, un chiffre très loin au-dessus de tous les pays voisins. Les experts parlaient alors d'un «chiffre absolument spectaculaire» qui serait «la marque d'une radicalité très présente». Pas sûr que ce niveau ait diminué depuis, mais nos sondeurs se gardent bien de recommencer. Il ne faudrait pas donner de mauvaises idées.

Ne doutons pas que Macron fera la même chose avec le référendum qu'il a annoncé lors de son discours du réveillon. S'il a lieu, il ne s'agira pas de voter sur la taxation des ultra-riches, l'abrogation de la réforme des retraites ou la démission du Président, car ce serait des raz-de-marée de «Oui». Macron risque au contraire d'orienter le scrutin vers des choix alambiqués ou clairement réactionnaires. C'est, encore une fois, un moyen de manipuler l'opinion : poser certaines questions bien choisies tout en évitant celles qui seraient gênantes.

C'est la méthode utilisée par Frédéric Dabi. C'est la République des lobbyistes et des médias des milliardaires, celle qui fabrique la résignation, installe la défaite dans les esprits, et prépare au pire.